

De Badu 'e Carros aux prisons turques

[Paru le 14 octobre dans ["Il Manifesto"](#)]

Deux Turcs, militants d'extrême gauche, condamnés et menacés d'extradition
ORSOLA CASAGRANDE

Ils sont en prison depuis le 1^{er} avril 2004. L'un à la section de haute surveillance de Badu 'e Carros (Nuoro), l'autre à Rebibbia. Mais Avni Er et Zeynep Kılıç, c'est comme s'ils étaient invisibles. Au contraire, maintenant ils risquent aussi d'être extradés, lui en Turquie et elle en Allemagne, sans que personne ne s'en aperçoive. Les deux jeunes Turcs ont été condamnés (lui à sept ans, elle à cinq) pour participation à une association terroriste internationale. L'association, c'est le DHKP-C (Parti Révolutionnaire de Libération du Peuple). Les deux ont été arrêtés en Italie pendant que des opérations de police parallèles ont conduit en prison, aussi bien en Turquie que dans d'autres pays européens, des dizaines de personnes. De toutes les personnes arrêtées (y compris celles en Turquie), seuls Avni Er et Zeynep Kılıç ont été condamnés et sont encore en prison.

Leurs mésaventures judiciaires tirent leurs sources des modifications de l'article 270 bis du code pénal, après les attentats contre les Twin Towers en 2001. Cette modification, avec les décisions prises en 2002 au niveau européen en matière de terrorisme, crée le substrat juridique sur lequel vient se greffer l'opération du 1^{er} avril.

L'UE a approuvé, en 2002, la black list dans laquelle l'activité d'organisations comme le PKK, le Sentier Lumineux, le Jihad Islamique palestinien et le DHKP-C lui-même est désignée terroriste. Toujours en 2002, le Conseil de l'UE a approuvé la « décision-cadre sur la lutte contre le terrorisme » avec laquelle, on confirme la définition de terrorisme approuvé par le gouvernement anglais dans le Terrorism Act : est considérée terroriste, toute action violente réalisée à des fins politiques. La traditionnelle distinction entre terrorisme et subversion est donc révoquée.

Avni Er et Zeynep Kılıç sont donc accusés d'appartenir au DHKP-C, avec des rôles différents (lui comme dirigeant, elle comme membre), et sont condamnés au terme d'un procès en première instance qui s'est déroulé à Pérouse. La défense a tenté de démontrer que l'activité déployée par la gauche révolutionnaire turque était assimilable à une lutte de libération à l'encontre du régime fasciste turc qui s'exprime sous les mêmes traits avec lesquels la résistance italienne s'est constituée. « Une lutte - explique Rossi Albertini - celle du DHKP-C, interprétée pas seulement avec l'usage des armes mais soutenue et déployée à travers un réseau dense de résistance sociale composée d'associations, de syndicats, de radios, de journaux ». En outre, les actions militaires du DHKP-C n'ont jamais été tournées contre des objectifs civils mais toujours contre des représentants des institutions ou de l'armée. La Cour a quand même condamné les deux jeunes Turcs qui ont été transférés, elle, à Rebibbia, lui, à Nuoro en attente du procès en appel.

Mais entre-temps d'autres faits sont apparus. L'Allemagne a demandé l'extradition de Zeynep Kılıç. La Cour d'appel de Rome a déjà accordé que rien ne s'oppose à l'extradition actuellement suspendue en attente de la conclusion du procès. La Turquie par contre a demandé l'extradition d'Avni Er. Le ministre de la Justice Clemente Mastella a immédiatement demandé la détention préventive pour Er. Et le procureur général a demandé que l'homme soit extradé. Si Avni Er est extradé en Turquie, le risque de torture et de mauvais traitements est évidemment très élevé. Pour la Turquie (qui lui reproche essentiellement sa participation à des manifestations de solidarité, en Europe, avec des détenus politiques en grève de la faim dans les prisons turques) Avni Er est, en effet, le lien en Europe du DHKP-C, donc, l'homme qui a connaissance de la structure européenne de l'organisation.

Le temps presse. Certains, en fin de compte, sont en train de se bouger au niveau institutionnel. Le député du parti *Rifondazione Comunista* Francesco Caruso a présenté une interrogation, les sénateurs Russo Spina et Fosco Giannini en feront de même.